Association des Régates Choletaise
Association déclarée
par application de la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : Port de Ribou – 49300 Cholet

STATUTS

Article 1 – Constitution et dénomination

Il est fondé en juin 1959 entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : Association des Régates Choletaises (A.R.C.)

Article 2 – Objet

Cette association a pour objet la promotion, l'initiation, le perfectionnement, le développement et la pratique de la voile sous toutes ses formes, d'organiser des manifestations nautiques et toutes les activités connexes ou annexes s'y rapportant.

Article 3 – Siège social

Le siège social est fixé au Port de Ribou, 49300 Cholet.

Il pourra être transféré par simple décision du comité de direction, la ratification par la plus prochaine assemblée générale sera nécessaire.

Article 4 - Durée

La durée de l'association est illimitée.

Article 5 – Affiliation à la FFVoile

A ce titre, l'association prend l'engagement de se conformer aux statuts, règlement intérieur et à l'ensemble des règlements adoptés par la FFVoile, de respecter les décisions de la FFVoile, de la ligue régionale et du comité départemental dans le ressort desquels se trouve le siège social et d'en respecter les règlements et décisions et, enfin, s'engager statutairement à participer à la mise en œuvre de la politique de la FFVoile.

Tous les adhérents de l'association dont l'activité est liée à la voile devront être titulaires, chaque année, d'une licence de la FFVoile. En ce qui concerne ceux d'entre-eux ayant des fonctions dirigeantes ou d'encadrement ou pratiquant des activités compétitives, (arbitres, moniteurs, entraîneurs et autres collaborateurs bénévoles ou rémunérés) cette licence est obligatoirement une licence club FFVoile.

L'association prend également l'engagement de verser annuellement la cotisation fédérale et celle éventuellement fixée par la ligue et le comité départemental.

L'association respectera les règles d'encadrement, d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines sportives pratiquées par leurs membres.

Article 6 – Ressources de l'association.

Les ressources de l'association se composent :

- 1) Du produit des cotisations des membres,
- 2) Des subventions éventuelles de l'Etat, des régions, des départements, des communes et autres collectivités locales,
- 3) Du revenu des biens et des valeurs appartenant à l'association,
- 4) Du produit des rétributions perçues pour services rendus,
- 5) Toutes les autres ressources qui ne sont pas interdites par la loi et qui sont nécessaires à la réalisation de l'objet de l'association.

Article 7 - Cotisations

Chaque membre de l'association doit payer une cotisation annuelle dont le montant et les modalités de sa fixation sont fixés dans le règlement intérieur de l'association.

Article 8 – Composition

L'association se compose de :

- a) Membres actifs, ce sont des membres qui collaborent à la direction et à la gestion de l'association, ils contribuent activement à la réalisation des objectifs et participent régulièrement aux activités. Ils paient une cotisation annuelle.
- b) Membres d'honneur, ils peuvent être nommés par le comité de direction, ce sont des personnes qui rendent ou qui ont rendu des services à l'association. Tout membre d'honneur perd ce titre s'il est élu au comité de direction. Ils sont dispensés de cotisation annuelle.
- c) Membres bienfaiteurs, ce sont des membres qui contribuent à aider l'association par des dons manuels, seuls les membres bienfaiteurs peuvent être des personnes morales s'ils sont en nombre restreint.

Article 9 – Admission

L'association est ouverte à tous, sans condition ni distinction.

Chaque membre prend l'engagement de respecter les présents statuts et le règlement intérieur qui sont librement consultables sur le site internet de l'association.

Article 10 – Radiation

La qualité de membre se perd par :

- a) La démission, adressée par écrit au président de l'association,
- b) Le décès, il n'empêche pas de continuer à figurer de manière honorifique parmi les membres fondateurs ou bienfaiteurs de l'association,
- c) La radiation, prononcée par le comité de direction pour infraction aux présents statuts, au règlement intérieur, ou tout autre motif grave portant préjudice moral ou matériel à l'association et également pour non-paiement de la cotisation, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée à se présenter devant le bureau ou le comité de direction pour fournir des explications.

Article 11 – Comité de direction

L'association est dirigée par un comité de direction comprenant 9 membres, élus pour 3 années par l'assemblée générale. Le comité de direction pourra être renouvelé chaque année par tiers. Les membres sortants sont rééligibles.

En cas de vacances, le comité de direction pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il ait procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'expiration le mandat des membres remplacés.

Sont éligibles au comité de direction les membres actifs majeurs de l'association, adhérents depuis plus de 6 mois et à jour de ses cotisations, jouissant de ses droits civils et politiques.

Article 12 – Réunion du comité de direction

Le comité de direction se réunit au moins une fois tous les six mois, sur convocation du président, ou à la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Tout membre du comité de direction qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire.

Le comité de direction peut associer certains membres de l'association aux réunions du comité de direction, qualifié alors de « membres associés », compte tenu de leurs compétences particulières ou de leur implication au sein de l'association, avec voix consultatives.

Les délibérations et résolutions du comité de direction font l'objet de procès-verbaux qui sont inscrits sur le registre des délibérations du comité de direction et signés par le président et le secrétaire général.

Article 13 – Pouvoir du comité de direction

Le comité de direction est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les décisions qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire.

Article 14 – Indemnisations

Les membres du comité de direction ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées. Des remboursements de frais sont seuls possibles, sur présentation des pièces justificatives qui font l'objet de vérification.

Article 15 – Nomination du bureau

Le comité de direction élit en son sein un bureau comprenant :

- Un président et éventuellement un vice-président,
- Un secrétaire général et éventuellement un secrétaire général adjoint,
- Un trésorier et éventuellement un trésorier adjoint.

Article 16 – Fonction du président de l'association

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs et devoirs à cet effet. Il a notamment qualité pour ester en justice, sans autorisation préalable du comité de direction, au nom de l'association, tant en demande qu'en défense, former tous les appels ou pourvois devant toutes les juridictions et consentir toutes transactions.

En cas d'empêchement, il peut donner délégation à un autre membre du bureau. Cependant, en cas de représentation en justice, il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

Article 17 – Rôle des autres membres du bureau

Le vice-président ne doit pas avoir seulement un rôle honorifique, mais être susceptible de seconder ou de remplacer, à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, le président dans ses multiples tâches.

Le secrétaire général est chargé de tout ce qui concerne la correspondance. Il rédige les procès-verbaux tant des assemblées générales que des réunions du comité de direction, qui sont contresignés par le président.

Il tient le registre spécial prévu par la loi du 1^{er} juillet 1901 et les articles 6 et 31 du décret du 16 août 1901. Il assure l'exécution des formalités prescrites par lesdits articles. Il dirige le personnel salarié.

Le secrétaire général adjoint ne doit pas avoir seulement un rôle honorifique, mais être susceptible de seconder ou de remplacer, à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, le secrétaire général dans ses multiples tâches.

Le trésorier tient les comptes de l'association. Il effectue tous paiements et perçoit toutes recettes sous la surveillance du président. Il dispose, normalement et conjointement avec le président, de la signature sur les comptes bancaires de l'association.

Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations effectuées par lui et rend compte à l'assemblée générale annuelle qui approuve sa gestion.

Le trésorier adjoint ne doit pas avoir seulement un rôle honorifique, mais être susceptible de seconder ou de remplacer, à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, le trésorier dans ses multiples tâches.

Article 18 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association à quelque titre qu'ils soient, à jour de leur cotisation.

Elle se réunit chaque année, à l'initiative du président ou à la demande des membres représentants au moins la moitié des membres de l'association.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du président ou du secrétaire général. L'ordre du jour figure sur les convocations.

Ne devront être abordés que les points inscrits à l'ordre du jour.

Le quorum est fixé au quart des membres de l'association. Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée générale est convoquée avec le même ordre du jour à 15 jours au moins d'intervalle, qui délibère quel que soit le nombre de membre présent.

Chaque membre de l'assemblée générale a une voix et autant de voix supplémentaires qu'il a de procurations qui lui ont été données par les membres de l'association n'assistant pas à l'assemblée générale.

Le président, assisté des membres du comité de direction, préside l'assemblée et expose la situation morale ou l'activité de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels à l'approbation de l'assemblée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du comité de direction.

Toutes les délibérations peuvent être prises à main levée.

Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

Article 19 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour modification des statuts ou la dissolution ou pour des actes portant sur des immeubles. Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'assemblée générale ordinaire. Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

Article - 20 - REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur peut être établi par le comité de direction, qui le fait alors approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

Article - 21 - DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée selon les modalités prévues à l'Article 12, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, et l'actif net, s'il y a lieu, est dévolu à un organisme ayant un but non lucratif conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire qui statue sur la dissolution. L'actif net ne peut être dévolu à un membre de l'association, même partiellement.

Article – 18 LIBERALITES :

Le rapport et les comptes annuels, tels que définis à l'Article 11 (y compris ceux des comités locaux) sont adressés chaque année au Préfet du département. L'association s'engage à présenter ses registres et pièces de comptabilité sur toute réquisition des autorités administratives en ce qui concerne l'emploi des libéralités qu'elle serait autorisée à recevoir, à laisser visiter ses établissements par les représentants de ces autorités compétents et à leur rendre compte du fonctionnement desdits établissements.

Statuts mis à jour selon l'assemblée générale extraordinaire du 20 janvier 2023.